



**1.2**

## **Rapport sur le système d'information sur le marché du travail en Côte d'Ivoire**

**Partner : Mairie du Plateau**

**Author :** Direction des Services Socioculturels et de la  
Promotion Humaine de la Mairie du Plateau

**2010**



A project implemented by ANAPEC,  
CEIPIEMONTE, COLLECTIVITE TERRITORIALE  
DECENTRALISEE MAIRIE DU PLATEAU, DOLMEN,  
ODT, UCSP, UCSS



The project is funded  
by the European Union

<i>AVANT-PROPOS</i> .....	3
<i>INTRODUCTION</i> .....	6
<b>CHAPITRE 1: SOURCES DES DONNEES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL</b> .....	<b>7</b>
<i>I. ROLE DES ORGANISATIONS PUBLIQUES ET PRIVEES PAR RAPPORT AU SIMT</i> .....	7
<i>II. ENQUETES GLOBALES SUR L'EMPLOI</i> .....	8
<i>III. METHODOLOGIE ADOPTEE POUR LA COLLECTE / PRODUCTION DES DONNEES</i> .....	12
<i>IV. INDICATEURS DISPONIBLES</i> .....	15
<b>ANEXOS</b> .....	<b>17</b>
<i>BIBLIOGRAPHIE DE RÉFÉRENCE</i> .....	20

## AVANT-PROPOS

Les recherches sur l'analyse du contexte socio-économique et du SIMT de la Côte d'Ivoire se sont appuyées sur les données statistiques recueillies auprès des différentes institutions publiques et celles du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). L'élaboration dudit document s'inscrit dans le cadre de la consolidation de la paix et du rétablissement de la cohésion sociale, de la relance de l'économie ivoirienne et de l'amélioration durable du bien-être des populations éprouvées par plusieurs années de crises sociopolitiques et militaires. Ce document traduit, par ailleurs, la volonté du Gouvernement de réaliser, à l'horizon 2015, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) pour lesquels la Côte d'Ivoire s'est engagée lors du Sommet du Millénaire en 2000. Entamé en 2000, le document a vu le jour en Janvier 2009. En effet le processus d'élaboration du DSRP qui avait abouti à l'adoption du DSRP intérimaire par la Communauté Financière Internationale en mars 2002, a malheureusement été interrompu par la crise militaro-politique de septembre de la même année.

Quant au contexte de la Mairie du Plateau, les recherches se sont appuyées sur les données recueillies et en possession de la Mairie.

## SIGLES/ABREVIATIONS

ACEFI	Agence Communale pour l'Emploi et l'Initiative
AGEFOP	Agence Nationale de la Formation Professionnelle
AGEPE	Agence d'Etude et de Promotion de l'Emploi
AIMSC	Appui Institutionnel Multisectoriel à la Sortie de la Crise
AUPC	Assistance d'Urgence Post Conflit
BAC	Baccalauréat
BAD	Banque Africaine de Développement
BDF	Banque des données Financières
BEP	Brevet d'Etude Professionnelle
BEPC	Brevet d'Etude du Premier Cycle
BHCI	Banque de l'Habitat de CI
BICICI	Banque Internationale pour le Commerce et Industrie de CI
BIT	Bureau International du Travail
BTS	Brevet de Technicien Supérieur
BTS	Brevet de Technicien
CAP	Certificat d'Aptitude Professionnelle
CCI-CI	Chambre de Commerce et Industrie de CI
CGE-CI	Confédération Générale des Entreprises de CI
CITI	Classification Internationale Type par Industrie
CITP	Classification Internationale type de Professions
CNA-CI	Chambre Nationale d'Agriculture de CI
CNM-CI	Chambre Nationale de Métiers de CI
CNO	Centre Nord Ouest
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CSP	Catégorie Socioprofessionnelle
DDL	Direction du Développement Local
DESS	Diplôme d'Etude Supérieures Spécialisées
DGI	Direction Générale des Impôts
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DUT	Diplôme Universitaire de Technologie
ENSEA	Ecole Nationale Supérieure des Statistiques et d'Economie Appliquée
EPN	Etablissements Publics Nationaux
FAFN	Forces Armées des Forces Nouvelles
FANCI	Forces Armées Nationales de CI
FDFP	Fonds de Développement de la Formation Professionnelle
FIPME	Fédération Ivoirienne des Petites et Moyennes Entreprises
FNS	Fonds National de solidarité
ICMT	indicateurs-clés du marché du travail
IFEF	Institution de Formation et d'Education Féminine
INS	Institut National de la Statistique

LMD	Licence - Master - Doctorat
OHADA	Organisation pour Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMOCI	Office de la Main d'Œuvre de CI
PAJD	Programme d'Absorption des Jeunes Déscolarisés
PAPC	Programme d'Assistance Post Conflit
PAPHFP	Projet d'Appui des Personnes Handicapées à la Formation Professionnelle
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMI	Petites et Moyennes Industrie
PNDEF	Plan National de Développement du Secteur Etude / Formation
SGBCI	Société Générale de Banques en CI
SIB	Société Ivoirienne de Banques
SIMT	Systemes Informatifs sur le Marché du Travail
SMIG	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
URES	Unités Régionales d'Enseignement Supérieur

## INTRODUCTION

La Côte d'Ivoire est un État d'Afrique occidentale de 322 463 km<sup>2</sup> (l'équivalent de l'Allemagne), baigné par le golfe de Guinée au sud (l'océan Atlantique), limité à l'ouest par le Libéria et la Guinée, au nord par le Mali et le Burkina, à l'est par le Ghana (voir annexe 1: la cartographie de la Côte d'Ivoire).

La population de la Côte d'Ivoire est estimée à 20,8 millions d'habitants en 2008 dont 26% d'immigrés provenant principalement des pays de la sous région. Le pays compte une soixantaine d'ethnies réparties en quatre grands groupes : les Voltaïques, les Mandé, les Akans et les Krou. La Côte d'Ivoire est un pays laïc où cohabitent plusieurs confessions religieuses dont les principales sont l'Islam, le Christianisme et l'Animisme.

Les progrès constatés au cours des quinze premières années de l'indépendance ont fait place à une longue période de récession, favorisée par la chute des cours mondiaux des matières premières agricoles (café-cacao) et aggravée par divers facteurs dont la crise politico-militaire déclenchée en 2002.

La Côte d'Ivoire reste toutefois un poids économique important pour la sous-région ouest africaine : elle représente 39 % de la masse monétaire et contribue pour près de 40 % au PIB de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

# Chapitre 1: SOURCES DES DONNEES SUR LE MARCHE DU TRAVAIL

## I. ROLE DES ORGANISATIONS PUBLIQUES ET PRIVEES PAR RAPPORT AU SIMT

Organisations	Responsabilité	Tâches	Caractéristiques
Observatoire de l'emploi	Produire et diffuser l'information sur le marché du travail	Collecter des données (primaires ou secondaires) sur l'emploi, les traiter, les analyser, les diffuser	Direction dans un établissement public national (Agence d'Etudes et de promotion de l'emploi (AGEPE))
Institut National de la Statistique (INS)	Fournir des données issues d'enquêtes emploi et de fichiers d'entreprises	Rendre disponibles les données collectées dans le cadre des opérations de couverture nationale et qui comportent un volet emploi, rendre disponibles les données sur les entreprises	Société d'Etat dont le rôle principal est la production de statistiques au niveau national et dans les secteurs
Autres producteurs publics de données sur l'emploi	Fournir principalement des données sur les entreprises, les licenciements etc.	Traiter dans un canevas spécifié et mettre à la disposition de l'Observatoire toutes les données disponibles sur l'emploi	Structures publiques, directions, qui dans le cadre de leurs activités produisent des données sur les entreprises et leurs employés
Organisations d'employeurs	Faciliter la collaboration avec les entreprises membres	Informar les entreprises membres sur les opérations de collecter, les inciter à collaborer à leur réalisation	Organisations regroupant les employeurs d'un secteur, ou sous-secteur ou ayant des intérêts communs

## II. ENQUETES GLOBALES SUR L'EMPLOI

Il s'agit des enquêtes permettant d'élaborer la situation de l'emploi. Elles permettent de donner un aperçu, une sorte de photographie à un moment donné de l'emploi en Côte d'Ivoire. Elles sont réalisées auprès des ménages et permettent de donner des informations sur tous les secteurs. C'est grâce à de telles enquêtes qu'aujourd'hui on peut avoir une répartition des emplois par secteurs (moderne, informel, agricole traditionnel). Elles permettent également de produire les indicateurs sur la population active.

Les publications de l'Observatoire sur la situation de l'emploi en 1995, 1998 et 2002 ont été réalisées à partir de telles enquêtes. Elles ont été possibles grâce aux volets emploi des ENV 95, 98 et 2002 réalisées par l'INS. Il est à préciser que le volet emploi de cette enquête a été élaboré par l'Observatoire de l'emploi depuis l'année 1998 et il est reconduit chaque année avec des améliorations qui tiennent compte des nouvelles directives des CIST. Une dernière ENV a été réalisée en 2008 par l'INS. Elle a permis de produire un certain nombre d'indicateurs mais l'Observatoire n'a pas encore obtenu le fichier pour actualiser tous les indicateurs d'analyse du marché du travail. L'Observatoire a réalisé en 2008 une enquête sur l'emploi au niveau de la ville d'Abidjan. D'autres structures telles que l'ENSEA et même l'INS réalisent des enquêtes globales sur l'emploi, mais aucune ne couvre l'ensemble du territoire national.

On peut retenir finalement sur ce sujet que la production de données globales sur l'emploi souffre de l'irrégularité des enquêtes. L'instauration d'une enquête ménages annuelle, qui prendrait en compte de multiples préoccupations dont l'emploi permettrait de résoudre ce problème.

### 1. Les données de l'AGEPE

L'AGEPE enregistre les demandeurs d'emploi et fait un rapprochement avec les offreurs que sont les entreprises. Toutefois, aujourd'hui tous les intervenants sur le marché du travail ne sont pas tenus de passer par l'AGEPE. De plus, cette structure n'est pas représentée sur l'ensemble du territoire. Or, une prise en compte de tous les mouvements du marché du travail devrait permettre déjà à partir de cette structure de connaître le nombre de chômeurs et leurs caractéristiques ainsi que l'ensemble des demandeurs d'emploi. Il conviendrait donc d'étendre la compétence de l'AGEPE sur l'ensemble du territoire par l'ouverture d'autres délégations régionales, de trouver des mesures incitatives en vue de permettre aux chômeurs de s'inscrire à cette agence, d'améliorer la collaboration avec les cabinets privés de placement en vue de disposer d'informations les plus complètes sur les demandeurs d'emploi qui s'adressent à eux.

### 2. Les productions de l'Observatoire de l'Emploi des Métiers et de la Formation

La Direction de l'Observatoire de l'Emploi, des Métiers et de la Formation de l'AGEPE a pour mission de produire, analyser et diffuser l'information sur le marché du travail. Depuis



sa création, elle a réalisé un certain nombre de travaux grâce au concours de ses partenaires, en particulier l'Institut National de la Statistique (INS). On peut citer entre autres, les situations de l'emploi en 1995, 1998 et 2002 réalisées à partir des enquêtes niveau de vie des ménages. Pour les deux dernières années, le volet emploi du questionnaire a été obtenu sur support magnétique. On peut citer également l'étude sur la structure et l'évolution de l'emploi dans le secteur moderne privé dont l'échantillon est tiré à partir de la banque de données financières.

La Direction de l'Observatoire a également traité les données issues des demandes et offres d'emploi enregistrées à la Direction de la promotion de l'emploi. Les fichiers des agents de la fonction publique ont fait également l'objet d'études et même les offres d'emploi publiées dans les journaux.

Toutes ces études, ainsi que les bases de données ayant permis leur réalisation, constituent autant de sources de données et d'informations sur l'emploi.

### **1. Les sources de données sur le secteur moderne**

Le secteur moderne comporte deux composantes : le secteur moderne privé et le secteur moderne public. Le secteur moderne privé se compose des entreprises formelles tandis que le secteur moderne public englobe l'administration et les EPN.

#### *\* Le secteur moderne privé*

Il existe plusieurs sources de données en ce qui concerne ce secteur. Il s'agit de la banque des données financières (BDF) de l'INS, de la CNPS, de la Direction Générale des impôts, du FDFP et des différentes associations d'entreprises pour les sources déclaratives. Des enquêtes périodiques sont également réalisées auprès des entreprises modernes privées à partir d'échantillons tirés des bases ci-dessus citées.

Les entreprises formelles installées en Côte d'Ivoire ont obligation de déclarer leurs bilans à la centrale des bilans. Dans cette déclaration, elles donnent outre les informations sur le bilan, des informations sur leurs effectifs permanents. Ainsi, il est possible, à partir de ces données, de connaître les effectifs employés selon un certain nombre de critères qui sont : le secteur d'activité, la nationalité, le sexe, la catégorie socioprofessionnelle etc. et les combinaisons de ces variables.

Bien que comportant quelques insuffisances, la BDF a l'avantage d'être la source la plus régulière et la plus disponible. De plus les entreprises y sont classées selon les dernières nomenclatures de la comptabilité nationale.

En Côte d'Ivoire, les employeurs sont tenus de s'affilier à la CNPS et doivent faire procéder à l'immatriculation de leurs salariés. Ainsi, l'on peut auprès de cette structure avoir des informations sur les entreprises, leurs effectifs ainsi que leur répartition selon le sexe, l'âge, la nationalité et la catégorie socioprofessionnelle. Cependant, il est courant que nombre d'entreprises, pour échapper au fisc ne s'affilient pas à cette structure. Ce faisant, le fichier de la CNPS ne peut donner la totalité de l'information sur le secteur moderne

privé. Cependant, la définition retenue pour le secteur moderne privé en Côte d'Ivoire par l'Observatoire de l'emploi est l'affiliation de l'unité à la CNPS.

Le **FDFP** a également un fichier d'entreprises qui sont inscrites et qui paient la taxe d'apprentissage et de la formation continue. Il constitue ainsi une source de données sur le secteur moderne privé.

La **direction générale des impôts** dispose également de données sur les entreprises, à travers les déclarations fiscales, mais elles sont tenues confidentielles.

Enfin, les différentes **fédérations d'entreprises** disposent d'informations pertinentes sur les entreprises adhérentes mais l'accès est pratiquement impossible.

On peut se rendre compte que les sources déclaratives sur le secteur moderne privé sont nombreuses. Les fichiers qu'on peut y obtenir sont aussi divers que les structures qui les fournissent parce que tenus selon les intérêts particuliers.

Tout le problème est finalement de savoir laquelle choisir comme la plus fiable pour l'analyse de l'emploi tant leur champ et leur structure sont différentes. Un recensement de toutes les unités de production formelles permettrait certainement de résoudre la question de la base de données sur le secteur moderne. Bien sûr, il faudra d'abord fixer les critères. Toutefois, il faut signaler que l'INS a tenté l'expérience avec le REMCI98 dont nous n'avons pas connaissance des résultats.

On peut également réaliser des enquêtes par sondage auprès des entreprises, mais cette opération ne peut réellement produire de bons résultats que si on a entre autres une bonne base de sondage. En tout état de cause, il y a lieu, pour le SIMT d'organiser une réflexion devant conduire au choix d'une source unique de données sur le secteur moderne privé. Les conditions d'accès à cette base seraient fixées par l'ensemble des producteurs et utilisateurs de données sur le marché du travail.

#### \* *Le secteur moderne public*

Le ministère de l'emploi, de la fonction publique et de la réforme administrative dispose d'une Direction de l'informatique chargée entre autres d'enregistrer tous les fonctionnaires avec leurs caractéristiques. Elle constitue l'unique source de données sur les effectifs civils de l'Etat. Pour ce qui est des effectifs de l'armée et de la sécurité, les données sont disponibles dans les ministères de tutelle (Défense et intérieur à l'heure actuelle)

#### **4. Le secteur agricole traditionnel**

Le ministère de l'agriculture et des ressources animales a réalisé une enquête agricole en 2001, il peut fournir des informations sur ce secteur. Il y a lieu d'entreprendre une réflexion en vue de déterminer la possibilité de disposer régulièrement de données actuelles et complètes sur ce secteur.

#### **5. Le secteur informel**

Ce secteur occupe une part de plus en plus importante des emplois, mais très peu d'enquêtes s'y sont intéressées particulièrement au cours de ces dernières années. L'INS a réalisé une enquête 1-2-3 sur ce secteur en 2002 pour la ville d'Abidjan. Les enquêtes niveau de vie des ménages, qui incorporent un questionnaire emploi réalisé par

l'Observatoire depuis 1998 permettent de traiter quelques aspects de ce secteur. L'Observatoire de l'emploi a également réalisé une enquête sur ce secteur en 2008 sur la ville d'Abidjan. Il existe bien d'autres sources, mais elles ne couvrent généralement pas l'ensemble du territoire national.

### III. METHODOLOGIE ADOPTEE POUR LA COLLECTE / PRODUCTION DES DONNEES

#### 1. Les concepts et définitions des variables

Les concepts du marché du travail ainsi que les variables sont définis en référence des recommandations du BIT et en particulier les résolutions des Conférences internationales des statisticiens du travail. Le chômage en particulier est défini selon la résolution de la 13<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail et en renonçant au critère de recherche d'emploi.

#### 2. L'unité observée

L'unité observée dépend des objectifs assignés à la collecte. Selon qu'il s'agit d'une enquête auprès des ménages ou d'une enquête auprès des unités de production, l'unité primaire est le ménage ou l'unité de production. Quel que soit le type d'enquête, après les caractéristiques de l'unité primaire, des données sont collectées sur les individus qui la composent, les membres du ménage pour les enquêtes auprès des ménages et les travailleurs pour les enquêtes auprès des unités de production.

#### 3. Les secteurs d'activité

Une nomenclature des activités de la comptabilité nationale est disponible en Côte d'Ivoire. Cette dernière classe les différentes activités économiques par branches. Il est possible à partir de cette nomenclature de retrouver les différents groupes de la CITI (Classification internationale type par industrie). Elle permet de faire tous les regroupements d'activités selon le besoin, en particulier le regroupement d'activités selon les trois grands secteurs d'activité : Agriculture, Industrie et Services (Primaire, Secondaire, Tertiaire).

#### 4. Détail sur les enquêtes

##### – Le questionnaire utilisé

##### **Les enquêtes auprès des ménages**

Il comporte deux questionnaires : la fiche ménage et le questionnaire individuel sur l'emploi. La fiche ménage permet de connaître la composition du ménage : taille, caractéristiques du ménages et caractéristiques sociodémographiques des membres du ménage.

Le questionnaire individuel sur l'emploi comporte quatre modules principaux : Emploi actuel, Activité principale, Chômage, Trajectoire et perspectives. En plus de ces modules, il comporte un module sur les Revenus hors emploi.

Le premier module permet de déterminer la situation d'occupation des personnes (personnes en emploi, personnes au chômage, personnes inactives).

Le second permet de déterminer les caractéristiques de l'occupation principale. Ce module peut inclure selon les besoins des sous-modules sur l'insertion professionnelle, la recherche d'emploi et l'activité secondaire.

Le troisième module permet de déterminer les caractéristiques du chômage (chômeurs de première insertion, chômeurs ayant déjà travaillé, durée du chômage, aspirations des chômeurs etc.).

Le quatrième module qui s'adresse à l'ensemble des individus éligibles au questionnaire emploi porte sur le passé des ascendants ainsi que des concernés en matière d'emploi ainsi que les perspectives de ces derniers (que souhaitent-ils faire dans un avenir plus ou moins proche ?).

Le module sur les Revenus hors emploi permet de connaître l'existence et les caractéristiques d'éventuels revenus en dehors de l'activité.

### **5. Les enquêtes auprès des unités de production**

Ces enquêtes se font à partir d'un questionnaire unique. Sa composition peut varier en fonction de l'objectif assigné à l'étude. Cependant, un certain nombre de modules y sont nécessairement en plus de l'identification : Les caractéristiques de l'établissement, La main-d'œuvre, La production, Les dépenses et les charges, Les équipements, investissements et financement. Pour le secteur informel, l'on peut ajouter des modules sur les Institutions de crédits et microcrédits, Autres structures d'appui, Conjoncture et perspectives, Rôle de l'Etat, et même un module complémentaire sur la Sécurité sociale.

#### *\* Taille et caractéristiques de l'échantillon*

#### **Les enquêtes auprès des ménages**

La taille de l'échantillon dépend de plusieurs facteurs ; entre autres, le champ de l'étude, le budget disponible conditionnent énormément la taille de l'échantillon. Par exemple l'ENV95 à couverture nationale a porté sur 1000 ménages, celle de 98 a porté sur 4200 ménages et celle de 2002 a été réalisée auprès de 10 600 ménages. L'enquête emploi à Abidjan a été réalisée sur un échantillon de 2700 ménages. Pour toutes ces enquêtes, l'échantillonnage a été réalisé selon un tirage à deux degrés dans chaque strate. Au premier degré, les grappes à dénombrer ont été tirées : tirage aléatoire des Districts de Recensement (ou grappes) proportionnellement au nombre de ménages. Au second degré, 20 ménages ont été tirés selon un mode de tirage systématique dans chaque grappe.

#### Les enquêtes auprès des unités de production

La taille de l'échantillon est de l'ordre 300 entreprises pour le secteur moderne sur un effectif d'environ 3000 de la BDF pour les enquêtes réalisées à ce jour, soit un taux de sondage de 10%. L'échantillonnage est réalisé selon un tirage systématique stratifié.

L'échantillon des enquêtes sur le secteur informel peut être tiré à partir des résultats de l'enquête auprès des ménages. C'est du reste le mode le plus recommandé par le BIT pour mieux saisir les caractéristiques de ce secteur. Deux approches sont possibles : soit on enquête systématiquement toutes d'unités de production identifiées à partir de l'enquête auprès des ménages, soit on fait un tirage à partir de ces unités.

✱ *Le taux de réponse*

En règle générale, les réponses sont obtenues pour un nombre de ménages égal à l'échantillon de départ. Cela s'explique en général par le fait que d'une part les ménages sont favorables aux enquêtes et d'autre part un tirage de remplacement est prévu pour ceux qui ne seraient pas retrouvés sur le terrain ou qui refuseraient de répondre. En revanche, pour certaines variables telle que le revenu, le taux de réponse est généralement faible. De plus, pour les répondants, la fiabilité des déclarations n'est pas garantie.

Pour les enquêtes auprès du secteur moderne, le taux de réponse est généralement plus faible car elles sont plus réticentes à répondre. Mais une collaboration avec les organisations patronales permet d'améliorer sensiblement les taux de réponses.

Les enquêtes auprès des unités de production informelles réalisent un taux de réponse plus intéressant que celles auprès du secteur moderne en raison d'une accessibilité plus aisée de ces unités. En revanche, certaines données sont plus difficiles à collecter parce que les chefs d'unités gardent rarement trace de leurs activités.

✱ *Les techniques de collecte de données*

Le questionnaire est administré par interview directe pour les enquêtes auprès des ménages. L'enquête se présente dans le ménage avec la fiche ménage et les questionnaires individuels qu'il remplit au fur et à mesure de l'interview. C'est également le cas pour les enquêtes auprès des unités de production mais ce mode d'administration n'est pas exclusif. L'on peut déposer le questionnaire, l'expliquer éventuellement et laisser le temps au concerné de le remplir. Il peut ensuite être envoyé par voie postale ou l'enquêteur peut aller le récupérer directement. La méthode d'administration par téléphone est plus aisée si l'on dispose d'un centre d'appel et n'a pas encore été expérimentée à l'heure actuelle.

✱ *La période de référence*

La période de référence pour les enquêtes auprès des ménages est la semaine et les indicateurs produits portent sur la population active du moment.

✱ *Les procédures de contrôle et de validation des données*

Les procédures utilisées sont celles disponibles dans les manuels d'utilisateur des logiciels statistiques, en particulier SPSS qui est couramment utilisé par l'Observatoire de l'emploi. Il s'agit de définir des règles de validation et à partir de ces dernières, faire le contrôle des variables, détecter les valeurs manquantes, aberrantes, etc., les corriger ou les supprimer et valider le fichier de données.

- la fréquence de la collecte/ production des données

La fréquence optimale de la collecte, pour toutes les enquêtes citées ci-dessus est l'année. Cependant, faute de financement, cette fréquence n'est pas respectée.

#### IV. INDICATEURS DISPONIBLES

Nombre d'indicateurs sont disponibles en Côte d'Ivoire mais compte tenu de l'irrégularité des collectes, ils ne sont pas toujours mis à jour. La liste ci-dessous donne ces indicateurs :

##### 1. La participation au monde du travail

Population en âge de travailler (niveau national : 2002 ; Abidjan : 2008)

Population active du moment (niveau national : 2002 ; Abidjan : 2008)

Taux d'activité (icmt1) (niveau national : 2002 ; Abidjan : 2008)

Taux de participation (niveau national : 2002 ; Abidjan : 2008)

##### 2. Les indicateurs de l'emploi

Population occupée (niveau national : 2002 ; Abidjan : 2008)

Le rapport emploi-population (icmt2) (niveau national : 2002 ; Abidjan : 2008)

La situation dans la profession (icmt3) (niveau national : 2002 ; Abidjan : 2008)

Emploi par secteur (icmt4) (niveau national : 2002 ; Abidjan : 2008)

Travailleurs à temps partiel (icmt5) (niveau national : 2002 ; Abidjan : 2008)

Heures de travail (icmt6) (niveau national : 2002 ; Abidjan : 2008)

Emploi dans l'économie informelle (icmt7) (niveau national : 2002 ; Abidjan : 2008)

##### 3. Les indicateurs du chômage, du sous-emploi et de l'inactivité

Le chômage (icmt8) (niveau national : 2008 ; Abidjan : 2008)

Chômage des jeunes (icmt9) (niveau national : 2008 ; Abidjan : 2008)

Chômage de longue durée (icmt10) (niveau national : 2002 ; Abidjan : 2008)

Chômage par niveau d'instruction (icmt11) (niveau national : 2002 ; Abidjan : 2008)

Sous-emploi lié à la durée du travail (icmt12) (niveau national : 2002 ; Abidjan : 2008)

Taux d'inactivité (icmt13) (niveau national : 2002 ; Abidjan : 2008)

##### 4. Les indicateurs du niveau d'instruction et d'analphabétisme

###### Niveau d'instruction et analphabétisme (icmt14) (niveau national : 2002 ; Abidjan : 2008)

Indicateurs	Niveau actuel
<b>La participation au marché du travail</b>	
Population en âge de travailler	9 884 656
Population active	7 018 291
Taux d'activité	41,5%
Taux de participation	71,0%
<b>Indicateurs de l'emploi</b>	
Population occupée	6 100 082
Rapport emploi-population	61,7%

La situation dans la profession	
<i>Salariés</i>	18,8%
<i>Employeurs</i>	0,5%
<i>Travailleurs à compte propre</i>	48,0%
<i>Membres de coopératives</i>	0,0%
<i>Travailleurs familiaux</i>	31,8%
<i>Travailleurs inclassables</i>	1,0%
Emploi par secteur	
<i>Agriculture</i>	61,3%
<i>Industrie</i>	6,9%
<i>Services</i>	31,8%
Travailleurs à temps partiel	23,8%
Emploi dans l'économie informelle	31%
<b>indicateurs du chômage et de l'inactivité</b>	
Taux de chômage	13,1%
Chômage des jeunes	
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	27,0%
<i>rapport taux de chômage jeunes/taux de chômage adultes</i>	3,2
<i>Proportion des chômeurs dans la population totale jeune</i>	13,9%
Chômage par niveau d'instruction (Taux de chômage)	
<i>Non instruits</i>	7,2%
<i>niveau primaire</i>	18,5%
<i>niveau secondaire</i>	22,2%
<i>niveau tertiaire</i>	23,6%
Sous-emploi lié à la durée du travail	23,8%
Taux d'inactivité	29,0%
<b>Indicateurs du niveau d'instruction et d'analphabétisme</b>	
<i>Non instruits</i>	56,6%
<i>niveau primaire</i>	27,0%
<i>niveau secondaire</i>	14,0%
<i>niveau tertiaire</i>	2,3%

## V. UTILISATION DES DONNEES POUR LES POLITIQUES D'EMPLOI ET D'INCLUSION SOCIALE

Les diagnostics de l'emploi en vue de la mise en œuvre de politiques sur l'emploi ainsi que leurs évaluations s'inspirent toujours des indicateurs produits par l'Observatoire de l'emploi. C'est le cas notamment du DSRP, du Plan national de reconstruction et de réinsertion.



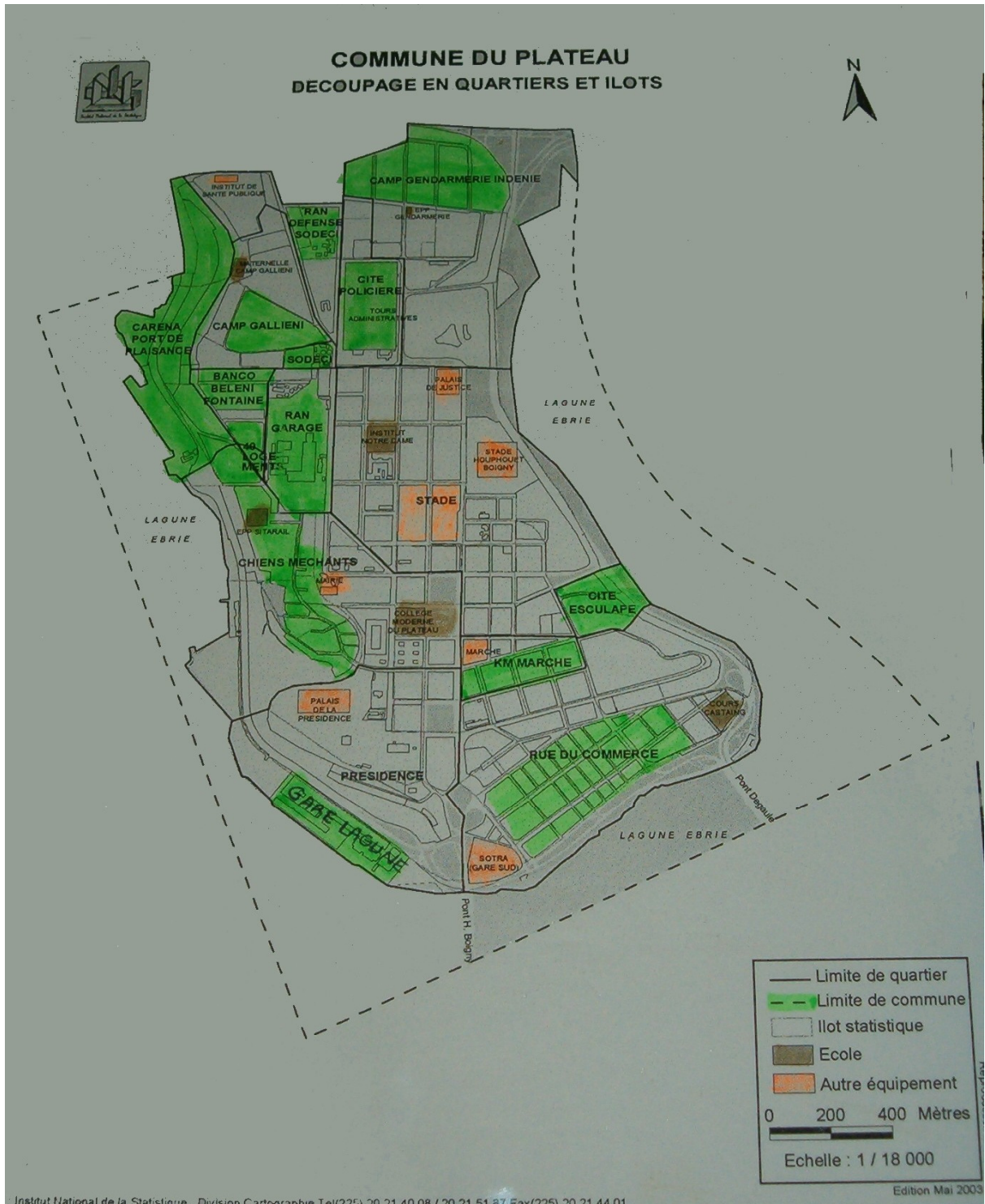
## Anexos

---

• Annexe 1 : Cartographie de la Côte d'Ivoire



• Annexe 2 : Cartographie de la commune du Plateau



## BIBLIOGRAPHIE DE RÉFÉRENCE

Gabriel Rougerie, *L'Encyclopédie générale de la Côte d'Ivoire : l'État et l'économie*, Nouvelles éditions africaines, Abidjan, Paris, 1978 ([ISBN 2-7236-0542-6](#))

Koulibaly Mamadou, *Le Libéralisme, nouveau départ pour l'Afrique noire*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1992, 223 p. ([ISBN 2-7384-0866-4](#))

Adji Boukary, *L'Afrique à la croisée des chemins*, Éditions Éburnie, Abidjan, 2003, 216 p. ([ISBN 2-84770-033-1](#))

Direction générale de l'Économie, ministère de l'Économie et des finances de la République de Côte d'Ivoire et , *La Côte d'Ivoire en chiffres*, dialogue production, Abidjan, 2007

### Autres ouvrages

#### Historique

Gbagbo Laurent, *Côte d'Ivoire : Économie et société à la veille de l'indépendance 1940-1960*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1982, 256 p. ([ISBN 2-85802-203-8](#))

Pierre Kipré et , *Histoire de la Côte d'Ivoire*, éditions AMI, Nathan, Abidjan, 1992 ([OCLC 10070598-\(I\)-\(30\)-OSBA 80](#))

Simon Pierre Ekanza, *Côte d'Ivoire : Terre de convergence et d'accueil (XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles)*, Éditions CERAP, Abidjan, 2006, 119 p. ([ISBN 2-915352-22-4](#))

Jean Noël Loucou, *Côte d'Ivoire : les résistances à la conquête coloniale*, Éditions CERAP, Abidjan, 2007, 150 p. ([ISBN 2-915352-31-3](#))

#### Développements récents

Bernard Contamin, Y.-A. Fauré, *La bataille des entreprises publiques en Côte-d'Ivoire : l'histoire d'un ajustement interne*, Karthala Éditions, Paris, 1990, 369 p. ([ISBN 9782865372805](#))

Sery Antoine, *Côte d'Ivoire, après la faillite l'espoir ?*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1990, 200 p. ([ISBN 2-7384-0682-3](#))

Koumoué koffi Moïse, *Politique économique et ajustement structurel en Côte d'Ivoire*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1994, 223 p. ([ISBN 2-7384-2341-8](#))

Koumoué Koffi Moïse, *Dévaluation et politique de développement économique en Côte d'Ivoire*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1996, 175 p. ([ISBN 2-7384-3685-4](#))

Marie-France Jarret, François-Régis Maheu, *La Côte d'Ivoire : de la déstabilisation à la refondation*, Éditions L'Harmattan, Paris, 2002, 144 p. ([ISBN 2-7475-2484-1](#))

Paul Koffi Koffi, *Le défi du développement en Côte d'Ivoire*, Éditions L'Harmattan, Paris, 2008, 289 p. ([ISBN 978-2-296-05603-9](#))

## Structure économique

Dian Boni, *L'économie de plantation en Côte-d'Ivoire forestière*, Nouvelles éditions africaines, Abidjan, 1985, 458 p. ([ISBN 978-2723606066](#))

Y.-A. Fauré, *Petits entrepreneurs de Côte-d'Ivoire: des professionnels en mal de développement*, Karthala Éditions, Abidjan, 1994, 385 p. ([ISBN 2865374769](#))

## Rôle de l'État

Joseph Issa-Sayegh, Paul-Gérard Pougoué, Filiga Michel Sawadogo, François Anoukaha, Anne-Marie Assi-Esso, Jacqueline Lohoues-Oble, Pierre Meyer, Josette Nguebou-Toukam, Akouété Pedro Santos, Souleymane Sere (préface de Keba Mbaye), *OHADA, Traité et Actes uniformes commentés et annotés*, Juriscope, coll. « Droit uniforme africain », 2002, 958 p. ([ISBN 2-913556-01-9](#))

## Relations avec le reste du monde

Philippe Mace, *Exporter en Côte d'Ivoire*, Les Éditions du CFCE, Paris, 2000, 244 p. ([ISBN 2-279-41505-4](#))

Claude Koudou, Vincent Lohouri, *Ivoiriens de l'étranger : quelle politique de l'État et quelles contributions de la diaspora au processus de développement de la Côte d'Ivoire ?*, Éditions L'Harmattan, Paris, 2008, 155 p. ([ISBN 978-2-296-04304-6](#))

## Données sociales

Christian Grootaert, *Réformes économiques et analyse de la pauvreté : l'expérience de la Côte d'Ivoire*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1996, 240 p. ([ISBN 2-7384-4568-3](#))

## Articles connexes

[Économie de l'Afrique](#)

[Liste d'entreprises ivoiriennes](#)

## Liens et documents externes

Sur les autres projets Wikimedia :

**[Économie de la Côte d'Ivoire sur Wikimedia Commons](#)** (ressources multimédia)

[Rapport national sur le développement humain 2004](#)

[Perspectives économiques en Afrique 2007, Organisation de coopération et de développement économiques \(OCDE\)](#)

- **DSRP** : Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
- Documents de l'AGEPE